

PRÉFET DE LA VENDÉE

**Arrêté n°18-DRCTAJ/1- 603**

**mettant en demeure le syndicat TRIVALIS pour son installation de tri-mécano-biologique  
située à Saint Christophe du Ligneron**

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 autorisant le syndicat TRIVALIS à exploiter une usine de tri-mécano-biologique sur le territoire de la commune de Saint Christophe du Ligneron ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2015 modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets ;

VU l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 qui précise les valeurs seuils sur les rejets atmosphériques ;

VU l'article 29 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 fixant la procédure d'acceptation préalable pour certains types de déchets réceptionnés ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 31 juillet 2018 et à l'examen du rapport d'analyses atmosphériques de Ginger Burgeap de juillet 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la dernière analyse des rejets atmosphériques du système de lavage de l'air montre un nouveau dépassement en COV avec une valeur de 28,5 mg/Nm<sup>3</sup> supérieure à 20 mg/Nm<sup>3</sup>, et un dépassement du débit d'odeur avec une valeur mesurée de 3 420 uoE/m<sup>3</sup> pour un seuil de 1 500 ;
- la procédure d'acceptation préalable n'est pas appliquée à certains déchets réceptionnés (dégrillats de stations d'épuration par exemple) ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 et de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisés ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le syndicat TRIVALIS de respecter les prescriptions dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 et de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**ARRETE**

## **Article 1. Mise en demeure**

Le syndicat TRIVALIS, dont le siège social est situé 31 rue de L'Atlantique à La Roche sur Yon, est mis en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour l'installation de tri-mécano-biologique exploitée au lieu-dit « Les Landes Franches » sur la commune de Saint Christophe du Ligneron.

### **Article 1.1. Procédure d'acceptation préalable**

L'exploitant met en œuvre pour tous les déchets réceptionnés ne répondant pas à la définition de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, la procédure d'acceptation préalable décrite à l'article 29 de cet arrêté.

L'exploitant transmettra au préfet de la Vendée la liste des déchets concernés, et les documents attestant du respect du présent article.

### **Article 1.2. Respect des valeurs limites sur les rejets atmosphériques**

Les valeurs limites fixées à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 précité doivent être atteintes, et justifiées par une nouvelle campagne de mesure. En particulier, la concentration en composés organiques volatils et le débit d'odeurs devront être respectés.

L'exploitant transmettra au préfet de la Vendée, à la fin des travaux portant sur l'unité de traitement de l'air, le rapport d'analyses établi par un bureau d'étude justifiant a minima le respect sur les paramètres Ammoniac, Hydrogène sulfurés et composés organiques volatils, ainsi que le débit d'odeurs.

## **Article 2. Dispositions administratives**

### **Article 2.1. Non respect du présent arrêté**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 2.2. Délais et voies de recours**

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

### **Article 2.3. Publicité de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint Christophe du Ligneron et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.  
Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (pôle environnement - section des installations classées).  
Le présent arrêté sera mis en ligne sur le site Internet de la préfecture.

#### **Article 2.4. Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet des Sables d'Olonne.

Fait à La Roche-sur-Yon, le

11 OCT. 2018

Le préfet,

  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Arrêté n°18-DRCTAJ/1- 603

mettant en demeure le syndicat TRIVALIS pour son installation de tri-mécano-biologique situé à Saint Christophe du Ligneron

